

PACA : coup de rabot dans le financement régional à la réinsertion sociale des jeunes



@ VALERY HACHE / AFPSÉCURITÉ - La région Provence-Alpes-Cote d'Azur a voté, fin décembre, la réduction de près d'un tiers le budget alloué aux associations de réinsertion sociale, au nom de la lutte contre la délinquance et le chômage. Les premiers concernés sont dépités.07 janv 14:37

Un peu plus d'un an après les élections régionales, Les Républicains multiplie les coupes budgétaires de subventions à destination d'associations. Dernier coup de rabot en date : en PACA. La région présidée par Christian Estrosi s'attaque aux Etaps (Espaces territoriaux d'accès aux premiers savoirs), dont la principale mission est la réinsertion sociale des 16-25 ans.

La région l'a votée le 16 décembre. Une réorientation budgétaire de la "convention justice-région" (CJR), signée entre la région et le ministère de la Justice, qui fait donc passer près du tiers du financement régional des Etaps vers des structures d'aide aux victimes, notamment liées aux attentats. Ainsi, le budget des Etaps passe de 2,24 millions d'euros à 1,98 million.

Concrètement, pour l'[association Appel d'Aire](#), cela correspond à une baisse de "80% du budget", explique Julien Acquaviva, directeur de l'association, contacté par LCI. Il a appris la nouvelle par mail, le 22 décembre. "Lamentable", lance-t-il alors qu'il ne sait pas encore s'il parviendra à trouver un fonctionnement alternatif.

Une réorientation budgétaire aux conséquences importantes

Avec cette réorientation budgétaire, ce sont 14 structures qui sont menacées, soit une soixantaine d'emplois de formateurs. De plus, ce sont des centaines de stagiaires qui ne pourront plus être accompagnés, donc plus de couverture sociale pour ceux-ci. Et pour les majeurs, fini les 350 euros d'indemnité mensuelle, leur unique source de revenus.

Au quotidien, les Etaps prodiguent des formations professionnelles à des jeunes descolarisés, en fin ou en aménagement de peines. Cette convention annuelle concernait chaque année près de 450 stagiaires. Mais plus que des compétences professionnelles, les Etaps enseignent à ces jeunes un "savoir-être", pour citer Julien Acquaviva.

"On a des jeunes qui sont passés à côté du système scolaire, qui ont pu faire des bêtises au niveau judiciaire, continue M. Acquaviva. Leurs réinsertions n'est possible que s'ils travaillent sur la ponctualité, l'assiduité, la concentration, etc." Des pré-requis de base avant de retourner vers des formations classiques (CFA, lycées professionnels). Avec la nouvelle convention, ces jeunes seront directement renvoyés vers le droit commun.

Lutte contre la délinquance et le chômage ?

A la région, la ligne de défense de cette coupe budgétaire est double. D'un côté, Christian Estrosi argue qu'il veut "imposer un objectif de retour à l'emploi de 70% aux organismes formateurs. S'il n'est pas atteint, les financements seront diminués voire supprimés". En ce qui concerne ces Etaps, la région estime que le taux de stagiaires ayant retrouvé un emploi, entre 2014 et 2015, est de 2,2%. Pour les formateurs, il est plutôt à 20%.

De l'autre, Caroline Pozmentier, vice-présidente chargée de la sécurité, avance que la nouvelle convention est "pragmatique", "cohérente", et débarrassée "d'une vision purement sociale et caritative de la délinquance", [relate Le Monde](#). Pour Sabine Fialon, responsable de formation à Grasse (Alpes-Maritimes) et cité par *Le Monde* : "Ce qui nous choque, c'est que le conseil régional investit dans des caméras mais plus dans l'accompagnement de ces jeunes fragilisés". Un de ses collègues ajoute : "Avec la fin de ce dispositif, nous allons abandonner le travail spécifique de resocialisation mis en place avec des jeunes gens fichés S radicalisés... Dans les circonstances actuelles, je ne comprends pas la logique de ce choix."

A LCI, Julien Acquaviva indique qu'avec certains de ces jeunes, il y a un important travail à faire sur la déradicalisation : "Avec eux, on parle de la démocratie, de la laïcité, de *Charlie Hebdo*, de Daech, etc.". Au-delà d'être un lieu de formation professionnelle, les Etaps servent aussi de "tampon avec les théories du complot". Ce que le droit commun ne permet pas.